HAL
open science

Le ridicule tue... politiquement !

Hubert Alcaraz

To cite this version:

Hubert Alcaraz. Le ridicule tue... politiquement !. 2018, pp.7-8. halshs-02119080

HAL Id: halshs-02119080

https://shs.hal.science/halshs-02119080v1

Submitted on 3 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le ridicule tue... politiquement !
Hubert Alcaraz

Cristina Cifuentes a été, ces derniers mois, au cœur d'un scandale d'une telle ampleur et fait de tels rebondissements que l'on ne saurait dire s'il convient d'en rire ou d'en pleurer. Et pourtant, il en aura fallu beaucoup pour que finalement celle qui était, jusqu'à il y a peu, la présidente de la Communauté autonome de Madrid se résolve à démissionner. C'est le vol, filmé, de deux crèmes anti-âge dans un supermarché de Vallecas, dans la banlieue de Madrid, qui aura eu raison d'elle et de sa détermination à conserver coûte que coûte son poste à la tête de l'exécutif de la « Communauté capitale ». Cette accélération des évènements et la précipitation de la chute sont ainsi liées à une vidéo datant du 4 mai 2011 dans laquelle on la voit distinctement prise en flagrant délit par un vigile découvrant le larcin dans son sac à main, à une époque où elle était déjà vice-présidente de l'assemblée régionale de Madrid.

Le 25 avril, lors de la conférence de presse qu'elle a convoquée et au cours de laquelle elle a annoncé sa démission de son poste de présidente de la Communauté autonome, elle a refusé de répondre à toute question de la presse, sans indiquer si elle conservait son siège à l'assemblée régionale de cette communauté, ni si elle se maintenait également à la présidence du *Partido Popular* (PP) à Madrid. Elle a achevé son intervention en déclarant qu'elle partait « la tête haute ». Le silence à l'égard des questions de la presse a trouvé un écho dans celui du *PP*, au sein duquel aucun dirigeant n'a souhaité s'exprimer ou prendre sa défense. Au contraire, la situation difficile dans laquelle se trouvait l'ex-présidente a aiguisé les appétits de ses concurrents, Xavier Garcí Albiol, leader du *PP* en Catalogne, l'invitant, par exemple, à « sortir et à s'expliquer ». Il se murmure même que, quelques minutes avant la conférence de presse, la secrétaire générale du *PP*, María Dolores de Cospedal, est venue en personne au siège de la Communauté de Madrid demander à Cristina Cifuentes de démissionner. L'ex-présidente était dans le viseur du parti depuis qu'à la fin du mois de mars dernier les preuves avaient commencé à se multiplier de la falsification de l'obtention de son master, tandis qu'elle accumulait les explications improbables à ce sujet. Générant un véritable scandale, les révélations d'irrégularités autour de l'obtention d'un master, en droit public des autonomies, qu'elle aurait suivi en 2012 à l'université Rey Juan Carlos avaient même justifié l'ouverture d'une enquête par le ministère public et une crise dans cet établissement.

Malgré une situation qui paraissait indéfendable, le *PP* n'avait, jusque-là, pas forcé son départ, préférant concentrer ses forces pour faire pression sur *Ciudadanos*, afin que ses membres ne soutiennent pas la motion de censure présentée devant le Parlement régional par le *PSOE*, avec Ángel Gabilondo comme candidat à la succession, et que *Podemos* entendait soutenir. Cristina Cifuentes n'a, d'ailleurs, lors de sa conférence de presse, fait aucune référence au cas du master, pour lequel elle est désormais poursuivie et qui a également rejailli sur Pablo Casado, président du *PP* depuis le 21 juillet, sur lequel pèse des soupçons semblables d'obtention frauduleuse du même master, au sein de la même université sous la direction, là aussi, du professeur Enrique Álvarez Conde. Ce dernier s'est vu retirer, depuis, la direction de ce diplôme, les irrégularités révélées apparaissant seulement comme la partie émergée d'un fonctionnement opaque qui a provoqué la fermeture de l'Institut de droit public de l'université Rey Juan Carlos, dont Enrique Álvarez Conde était le directeur.

Après avoir annoncé aux membres du parti qu'elle entendait demeurer présidente du parti à Madrid, le 8 mai, Cristina Cifuentes a finalement renoncé à son siège de député et annoncé se retirer de la vie politique après plus de trente ans d'activité. Elle cesse donc de bénéficier de toute immunité et se voit mise en cause pour fraude et falsification de documents publics. Tous ces rebondissements, s'ils nourrissent le ridicule, ne masquent cependant pas la crise sociale, de confiance, qui secoue aujourd'hui l'opinion publique espagnole. HA

MARGE

Le 21 mars, Eldiario.es publie la première révélation à propos d'une éventuelle obtention irrégulière de son master par Cristina Cifuentes

Le 25 avril, lors d'une conférence de presse, Cristina Cifuentes annonce sa démission du poste de présidente de la Communauté autonome de Madrid

Le 8 mai, Cristina Cifuentes annonce se retirer de la vie politique

Le 26 juin, Cristina Cifuentes est convoquée par les juges dans le cadre d'une enquête pour fraude et corruption

Le 27 juillet, l'université Rey Juan Carlos ferme l'Institut de droit public, dirigé par Enrique Álvarez Conde, auquel était adossé le master en droit des autonomies supposément suivi par Cristina Cifuentes et Pablo Casado

Le 6 août, un juge transfère au Tribunal suprême le dossier de Pablo Casado, président du *Partido Popular*, soupçonné d'avoir obtenu irrégulièrement, comme Cristina Cifuentes, son master en droit public des autonomies